

# Points de mire



## Les sources internationales de la crise russo-géorgienne

Par Pierre Jolicoeur  
Chercheur postdoctoral, Ethnicity and Democratic Governance, Université Queen

Depuis la fin septembre 2006, la Russie et la Géorgie vivent une sévère crise diplomatique. Si les tensions entre les deux anciennes républiques soviétiques ne sont pas nouvelles, l'actuelle crise semble plus grave que les précédentes. Certes, le contexte politique interne de ces deux États permet d'expliquer en grande partie la tournure que prend l'évolution de leurs relations. Par contre, la situation internationale a également contribué de façon significative à la récente escalade. La volonté de la Géorgie d'intégrer l'OTAN et l'état d'affaiblissement de l'Administration Bush à Washington ne sont pas étrangers au dernier épisode de la crise entre Tbilissi et Moscou.

### La crise actuelle

L'événement déclencheur de la crise actuelle a été l'arrestation, le 27 septembre 2006, de quatre officiers russes et onze citoyens géorgiens en Géorgie pour espionnage pour le compte de la Russie. Malgré un arrêt de la Cour municipale de Tbilissi, le 29 septembre, ordonnant la détention des suspects jusqu'à la tenue de leur procès, la Géorgie a relâché les officiers russes le 2 octobre et les a remis à l'Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe (OSCE), chargée de leur transfert aux autorités russes. De plus, Tbilissi a accepté que la Russie participe à une éventuelle opération internationale de maintien de la paix en Abkhazie – une république autonome de Géorgie, où s'est déroulé un conflit sécessionniste entre 1992 et 1994, suivi par un cessez-le-feu qui est supervisé depuis par une opération de maintien de la paix de la Communauté des États indépendants (CEI), une opération dominée par les forces russes. La Géorgie accuse d'ailleurs régulièrement la Russie d'utiliser cette mission de la CEI pour intervenir dans les affaires internes géorgiennes et a sollicité à maintes reprises qu'une telle opération soit mandatée par une organisation jugée plus neutre, telle l'ONU. Étant donné que l'idée d'une éventuelle opération internationale visait précisément à restreindre l'influence russe sur la Géorgie, permettre à la Russie d'y participer constitue une concession majeure de la part de Tbilissi.

Malgré cela, et malgré la restitution des officiers russes, la réaction russe a été musclée et sans équivoque : non seulement Moscou a-t-elle nié les accusations d'espionnage, mais elle a également mis ses troupes militaires basées en Géorgie sur un pied d'alerte, rappelé son ambassadeur et rapatrié une partie de son personnel diplomatique, ce qui fait de la situation actuelle une des plus graves crises diplomatiques russo-géorgiennes. Au

moment même où la Géorgie transférait les prisonniers à Moscou via l'OSCE, les Ministères russes du Transport et des Communications ont déclaré que tous les liens aériens, routiers, ferroviaires et navals vers la Géorgie seraient suspendus, de même que les services postaux. Parallèlement, on assiste à une augmentation du nombre de déportations de ressortissants géorgiens du territoire de la Russie. Ce genre de mesures est particulièrement sévère pour la Géorgie, pourtant membre de la CEI, considérant que près d'un million de Géorgiens travaillent en Russie et soutiennent financièrement leur famille restée en Géorgie. Le 1er octobre, le Président russe Vladimir Poutine a accusé la Géorgie de pratiquer rien de moins que « du terrorisme d'État, pratiquant la prise d'otages ». Il s'agit d'une affirmation assez peu nuancée en provenance du Président d'un État qui a vécu des prises d'otages dramatiques au cours des dernières années, causant la mort de centaines de victimes et semant la consternation internationale – dont celle de Beslan, en Ossétie du Nord en septembre 2004, et celle de Moscou en octobre 2002. Pour finir, la Russie a procédé à des exercices militaires au large des côtes géorgiennes, dans la mer Noire, ce qui contribue à accentuer la pression sur son voisin du Sud et qui renforce un embargo de facto.

### Les précédents de la crise actuelle

La crise actuelle tire son origine de plusieurs sources. D'abord, la politique étrangère géorgienne, ayant successivement alterné entre une orientation pro-russe et une orientation pro-occidentale, est résolument pro-occidentale depuis le milieu des années 1990. Les épisodes de rapprochement avec les pays occidentaux, notamment les États-Unis, ont systématiquement été suivis de représailles plus ou moins explicites de la part de Moscou. Cette dernière se servait entre autres de son influence sur les conflits sécessionnistes au sein de l'État géorgien comme levier de pression sur le gouvernement de Tbilissi. La politique étrangère menée par la Géorgie lui a progressivement permis de devenir un allié stratégique des États-Unis dans la région. La Géorgie bénéficie désormais d'un soutien américain explicite, tant économique que militaire, comme l'illustre le « train and equip program » mis en place en 2002 par Washington dans le contexte de la guerre au terrorisme. Il s'agit d'un programme d'entraînement militaire d'un coût annuel de 64 millions de dollars. Ainsi, le changement de régime issu de la Révolution de roses de l'automne 2003, ayant porté au pouvoir l'actuel président géorgien Mikheil Saakashvili, représente le renforcement d'une tendance déjà existante plutôt qu'une rupture dans l'orientation de la politique étrangère géorgienne. La Révolution des roses a toutefois profondément irrité Moscou car elle symbolise la contamination de l'espace de la CEI par



Unité du CEIM

Vol. 7, no 9 (8 novembre 2006)  
Disponible à l'adresse : [www.cepes.uqam.ca](http://www.cepes.uqam.ca)  
collection dirigée par David Morin



la vague de révolutions démocratiques qui affecte l'ancien espace communiste, touchant la Serbie en octobre 2000, la Géorgie en 2003, l'Ukraine en 2004 et le Kirghizstan en 2005. La mise en opération de l'oléoduc Bakou-Tbilissi-Ceyhan durant l'été 2005, grâce au soutien des États-Unis, permettant au pétrole azerbaïdjanais d'atteindre les marchés occidentaux sans passer par le réseau de distribution russe constitue un autre irritant majeur pour Moscou. En plus d'offrir quelques retombées économiques locales, ces installations pétrolières sont hautement stratégiques puisqu'elles permettront d'atténuer le quasi-monopole de la Russie sur les oléoducs de la région et de limiter la dépendance énergétique des républiques du Caucase du Sud face à leur puissant voisin russe. Moscou a en effet périodiquement utilisé l'approvisionnement énergétique comme instrument de pression sur différents gouvernements des pays de la CEI au cours des dernières années. Depuis le début de l'année 2006, sous prétexte de préoccupations sanitaires, la Russie a mis en place un embargo sur l'importation de vin et d'eau minérale géorgiens, fermant ainsi son lucratif marché aux principaux produits d'exportation géorgiens, un geste souvent considéré comme une mesure de représailles russes en réaction aux affinités américano-géorgiennes.

Force est de constater que les relations russo-géorgiennes souffrent depuis longtemps de nombreux contentieux – en plus des problèmes évoqués ci-dessus, on ne peut passer sous silence l'insistance de la Géorgie pour que la Russie évacue les bases militaires russes de son territoire ou encore l'accusation par la Russie que Tbilissi laisse les militants tchéchènes se servir du territoire géorgien comme base arrière pour mener des attaques en Russie. Cependant, plusieurs développements récents sur la scène internationale permettent d'expliquer pourquoi c'est précisément en automne 2006 qu'on assiste à une aggravation spectaculaire des tensions entre Moscou et Tbilissi. Dans le but de s'affranchir de la tutelle russe en matière de sécurité, la Géorgie frappe à la porte de l'OTAN depuis des années. Aussi, la participation de la Géorgie aux activités de l'Alliance atlantique se fait avec un très grand enthousiasme : la Géorgie prend part à tous les exercices militaires possibles dans le cadre du programme partenariat pour la paix de l'OTAN, elle se propose régulièrement d'être l'hôte de telles activités et plaide pour un approfondissement de ce programme. La Géorgie a également invité l'OTAN à déployer une base militaire sur son territoire. Or l'annonce de l'OTAN, le 21 septembre 2006, de «l'intensification du dialogue» (ID) avec la Géorgie sur une éventuelle adhésion à l'OTAN est perçue par Tbilissi comme le résultat de ces années d'efforts et a été célébrée comme une grande victoire. Historiquement, les États qui ont bénéficié de cette ID sont plus tard devenus membres de l'OTAN, ce qui fait dire à l'élite politique géorgienne que la Géorgie est désormais sur «la voie irréversible de son intégration à l'OTAN». Il ne fait aucun doute que la Russie digère mal cette annonce de l'OTAN. Sergei Lavrov, Ministre russe des Affaires étrangères, a d'ailleurs explicitement fait référence à cette annonce de l'OTAN en lien avec l'arrestation des officiers russes

suspectés d'espionnage, allant jusqu'à suggérer que Washington encourageait la Géorgie à agir contre les intérêts russes.

Normalement, une crise de la magnitude de celle qui touche actuellement la Géorgie, un allié stratégique des États-Unis, aurait dû susciter une vive réaction de la part de Washington pour tenter de modérer la réaction russe. Cette fois, rien de tel ne s'est produit. Si la Russie se permet une réaction si agressive à l'endroit de la Géorgie, c'est parce qu'elle considère que l'Administration Bush est incapable de réagir adéquatement. L'embourbement en Irak, la mauvaise gestion de la catastrophe provoquée par l'ouragan Katrina, le scandale sexuel du sénateur républicain Mark Foley constituent autant d'éléments contribuant à faire plonger l'équipe Bush dans les sondages et à paralyser sa capacité d'agir. Ceci signifie que Moscou peut se permettre de prendre des risques, exercer des pressions sur Tbilissi et tenter de modifier la dynamique régionale d'une façon qu'elle n'aurait même pas osé il y a quelques mois à peine de peur d'une réplique américaine. En d'autres termes, le Kremlin sait que l'Administration Bush a perdu sa base politique aux États-Unis et sa crédibilité sur la scène internationale.

## Conclusion

Il est indéniable que la situation politique intérieure des États en cause permet en partie d'expliquer la montée des tensions entre la Russie et la Géorgie, dont la tenue d'élections municipales géorgiennes en octobre dont l'issue, favorisée par la crise russo-géorgienne, a consolidé la position de Saakashvili. Par contre, c'est surtout l'état de l'environnement géopolitique qui explique l'ampleur la crise actuelle. De toute évidence, la Russie profite de l'affaiblissement sans pareil que subit présentement le Président Bush. Il faut dire que la Russie n'est pas la seule à profiter de cet affaiblissement, l'Iran, qui vient d'annoncer la poursuite de son programme nucléaire, et la Corée du Nord, qui a procédé à un essai nucléaire, semblent faire la même lecture de la situation.

## Pour aller plus loin :

«Eurasia Daily Monitor», Jamestown Foundation, (analyses quotidiennes),  
<<http://www.jamestown.org/edm>>.

«Caucasus Report», RFE/RL, (analyses hebdomadaires)  
<<http://www.rferl.org/reports/caucasus-report>>.

«Dossier Géorgie», Eurasianet, (analyses quotidiennes),  
<<http://www.eurasianet.org/resource/georgia/article/s/index.shtml>>.

Civil Georgia, (quotidien géorgien, anglais),  
<<http://www.civil.ge/eng>>.